

de Seine Maritime

L'avenir

Journal de la
fédération de
Seine-Maritime



Numéro 85 - 10 mai 2010

La grèce en faillite :

Face aux prédateurs capitalistes, soyons solidaires du peuple grec

SIGNEZ LA PÉTITION EN LIGNE SUR WWW.HUMANITE.FR

ANALYSE PAGE 5



Interview

Céline Brulin,
secrétaire départementale
du PCF

Page 4

Et aussi :

**Toute l'actu
en bref**

Pages 6 et 7



Les Français ont besoin d'autres choix

par Gilles Croguennec
Membre du Conseil Départemental

Nous le voyons, le soutien au mouvement social et l'intérêt pour le débat sur les retraites ne se dément pas.

Alors que tout est fait pour culpabiliser les Français, y compris en citant des exemples accusant les Grecs d'être privilégiés en Europe. Ici, on nous dit que vivre plus vieux conduira nécessairement à travailler plus longtemps, ignorant les évolutions des sciences et techniques qui devraient au contraire créer une possibilité d'existence après une vie au travail.

La droite ose dire que « bien sûr, on pourrait taxer les profits » pour tout de suite affirmer le « non-sens économique ; contre-productif », mentant par omission sachant que les richesses produites vont doubler d'ici 20 ans

Pour nous, il faut prendre le problème à sa source : reconnaître que le problème est le chômage, en finir avec l'hypocrisie que certains invoquent sur l'âge légal du départ, alors que l'on sait que c'est le niveau des pensions qui détermine la cessation d'activité, faire l'analyse de l'échec social de la capitalisation qui aujourd'hui fait perdre 1/4 du revenu au retraité

moyen américain en engraisant les rapaces de la finance.

Pour ce qui concerne les communistes, nous comptons bien porter le fer dans ce débat avec des propositions concrètes et alternatives possibles et réalisables tout de suite.

« Réaffirmer que le communisme est une idée neuve »

De celles qui osent rendre la justice sociale du partage des richesses créées par les salariés.

De celles qui détonneront dans le paysage quand il faut dire que c'est vers l'emploi stable correctement rémunéré, qui fait marcher l'économie, qu'il faut se tourner, et non vers le partage d'une misère qui s'étend.

Confrontés à de telles réalités et inquiétudes, sans doute que les gens attendent aussi les grands moments électoraux pour « remercier » Sarkozy alors que celui-ci compte sur « SA » réforme emblématique pour casser l'aspiration au changement en avançant un pion sur l'échiquier des conquêtes sociales acquises par nos aînés.

Pour construire cet avenir, la gauche dans son ensemble est attendue au tournant. Y compris sur la base d'un mouvement social d'importance, garant de la mise en oeuvre d'une politique alternative.

Les communistes au sein de celle-ci émettent un son de cloche inédit, singulier, bousculant à coup d'idées neuves les idées reçues qu'on ne peut rien faire de majeur dans ce pays et en Europe. Et ce sur tout ce qui fonde les préoccupations populaires, au plus près des réalités sur le logement de plus en plus rare en qualité, sur l'emploi orienté pour être massivement précaire, sur le pouvoir d'achat qui s'affaiblit gravement, sur l'environnement au sacrifié par exemple au lobby du tout-routier, sur les services publics où de manière concrète chaque citoyen n'est plus égal devant ceux-ci.

Les communistes entendent bien prendre leur responsabilité en faisant rentrer tous ces sujets dans le cadre d'une réflexion qui doit réaffirmer que le communisme est une idée neuve, alors qu'une très large majorité de français désigne le capitalisme comme cause de nos problèmes.

✓ PAGE 2

Edito

✓ PAGE 3

Les sénateurs communistes demandent l'abrogation du bouclier fiscal

✓ PAGE 4

Interview de Céline Brulin, secrétaire départementale du PCF

✓ PAGE 5

La crise grecque

✓ PAGE 6 - 7

Toute l'actu en bref

✓ PAGE 8

- Il y a 40 ans

- Agenda

- Billet d'humeur



N°85
Daté du 10/05/2010
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Comité de Rédaction : Aurélien Lecacheur, Vincent Goupil, Jérémie Demaline, Nadine Dalibert

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime :
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : Avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

Bouclier fiscal ?

Les sénateurs communistes avaient soumis au débat du Sénat en 2009 une première proposition de loi pour abroger le bouclier fiscal.

Ils avaient souligné à l'époque l'indépendance de maintenir une disposition fiscale favorisant quelques milliers de privilégiés alors que la société toute entière était frappée de plein fouet par une crise économique.

Les « résultats » du bouclier fiscal pour 2009 viennent d'être annoncés par le ministre de l'économie, Mme LAGARDE. Ce sont autour de 586 millions d'euros qui ont été versés à environ 16 500 personnes, chiffre en nette hausse par rapport à l'année précédente.

En 2008, une somme de 368 millions d'euros avait bénéficié à 1 000 personnes, soit 368 000 euros en moyenne par personne, équivalent à 30 ans de SMIC. Pire, 150 personnes s'étaient partagé 150 millions d'euros.

Une récente étude de l'Insee annon-

ce pourtant que le nombre de personnes dépassant 100 000 euros de revenus annuels a progressé de 20 % entre 2004 et 2007 et de 70 % pour ceux dépassant 500 000 euros. Les inégalités sociales se sont donc fortement accrues durant ces dernières années, dans notre pays où 8 millions



de Français gagnent moins de 908 euros par mois et sont sous le seuil de pauvreté.

Un tel privilège fiscal à l'égard de

détenteurs de patrimoines considérables et bénéficiaires de très hauts revenus est d'autant moins acceptable, que des centaines de milliers de chômeurs se sont ajoutés aux millions existants, que le pouvoir d'achat baisse et que, enfin, une dure réforme des retraites est annoncée au nom de la sauvegarde des finances publiques.

Il y a un an, la majorité sénatoriale a refusé d'abroger le bouclier fiscal. Mais les temps changent et les Français ont lourdement sanctionné la politique voulue et mise en oeuvre par Nicolas SARKOZY à l'occasion de récentes élections régionales. L'autisme ou l'obstination ne sont plus de mise, alors que 67 % des Français se prononcent sans équivoque pour la suppression ou la suspension du bouclier fiscal.

Il faut aujourd'hui commencer par répondre à l'urgence, entendre nos concitoyens, en un mot, par abroger le bouclier fiscal.

Le PCF à l'offensive : 1er mai réussi !

D'habitude on dit «dans la rue, dans les urnes». Le 1er mai les communistes étaient dans la rue et devant les tables sur lesquelles étaient posés pots et brins de muguet.

12 000 brins de muguet vendus et de nombreux stands en rupture dès 11h le matin. La course aux coups de fil pour savoir «qui a encore des pots ?». Le muguet, cette année, a pris une tournure particulière.

C'était l'occasion pour les commu-

nistes de lancer leur campagne nationale de défense de la retraite à 60 ans, avec un niveau de pension garantissant aux retraités un revenu digne. «Sauvegarder et développer le système de retraite solidaire par répartition» était sur toutes les lèvres.

Et la discussion s'est vite engagée sur les propositions alternatives sous l'approbation de nombre de passants : «vous avez raison, battez-vous !» disaient la plupart d'entre eux. «Avec vous !» renchérisaient les communistes.



Céline Brulin, secrétaire départementale du PCF

« Empêchons la droite et le MEDEF de casser le système de retraite »



La bataille pour sauvegarder la retraite solidaire par répartition a commencé. Quelle est l'implication du PCF ?

Nous voulons mener une véritable campagne pour empêcher la droite et le MEDEF de casser notre système de retraite. Cela nécessite de crédibiliser des solutions pour financer le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et des départs anticipés en fonction de la pénibilité des métiers : suppression des exonérations de cotisations patronales ou cotisation sur les revenus financiers au même taux que les salaires, par exemple.

Cela nécessite aussi de rassembler nos concitoyens. Un peu à l'image de ce qui avait été fait contre le CPE : un grand rassemblement intersyndical, l'engagement de toutes les forces de gauche, de toutes les générations, des salariés du privé comme du public,... Nous prenons des initiatives en faveur d'un tel rassemblement sous des formes diverses et appropriées aux différents pôles de notre département.

Les médias ont répété à longueur d'édition que les manifestations du 1er mai ont été moins fortes que l'an passé. Quelle est ton analyse ?

L'an passé, elles s'inscrivaient dans la suite des grandes manifestations de début 2009 qui avaient rassemblé plusieurs millions de personnes autour de l'idée : « la crise c'est eux, la solution, c'est nous ».

Depuis, la politique de la droite, qui aggrave la crise, a été sévèrement sanctionnée aux régionales. En même temps, il y a beaucoup d'inquiétude. Nos concitoyens ont cons-

cience que le sort du peuple Grec, celui d'autres peuples européens sans doute demain, peut aussi être celui de la France.

Après que des milliards aient été mobilisés pour sauver les banques d'une crise dont elles portent une responsabilité, non seulement la note est adressée aux peuples sous forme de plan de super-austérité pour renflouer les caisses des Etats mais, en plus, ces mêmes banques spéculent désormais sur les Etats ! En France, la volonté de la droite de casser nos retraites s'inscrit dans ce cadre et le 1er Ministre a annoncé d'autres tours de vis dans les dépenses publiques et sociales.

L'Europe devait nous protéger. L'euro devait nous apporter la prospérité, disaient les promoteurs de l'Europe libérale, il y a peu de temps encore. Sa logique et le capitalisme lui-même sont interrogés voire profondément remis en cause aujourd'hui.

Pour autant, une possible issue à la crise se dégage-t-elle ? L'espoir d'un changement de logique est-il au rendez-vous, aux yeux de nos concitoyens ? Poser la question c'est y répondre.

Dans quelques semaines, le PCF tient un congrès d'étape. Quel est l'objectif des communistes ?

Peut-être l'objectif des communistes devrait-il justement être de relever ce défi : proposer de sortir de la crise du capitalisme en dépassant le capitalisme lui-même. N'est-ce pas d'ailleurs la vocation d'un parti communiste ?

Un congrès y suffira-t-il ? Non, c'est évident. Mais il peut être un moment d'analyse des nouveaux « dévelop-

pements » de la crise, de leurs conséquences sur « l'économie réelle » mais aussi sur les consciences. Il peut être le moment de réfléchir aux grandes initiatives à prendre et aux rassemblements à initier pour faire gagner de véritables solutions à la crise. Il peut être le moment de promouvoir de grands axes permettant de relancer la croissance, l'investissement public et privé par une réorientation de l'utilisation de l'argent et du crédit. L'occasion d'affirmer que les salariés qui revendiquent des revalorisations salariales portent des propositions justes, mais aussi efficaces car elles contribueraient à relancer la consommation populaire et donc l'économie...

Bien sûr, nous nous questionnons et nous sommes parfois questionnés, dans notre entourage, sur les futures échéances électorales, en particulier la présidentielle. L'heure est-elle à alimenter « le casting », comme certains le font ?

Je pense que le meilleur service à rendre à notre peuple est de faire émerger, dans le débat public, des solutions qui contestent radicalement les choix de la droite et qui dessinent des solutions à la crise.

C'est ce que nous faisons sur la question des retraites, par exemple. Et je suis convaincue que cela peut rassembler très largement nos concitoyens qui n'ont plus confiance dans la droite, mais qui doutent aussi de la capacité de la gauche à faire mieux ou différemment.

Avancer sur toutes ces questions lors de notre congrès d'étape serait fécond pour le parti communiste. Ce serait mobilisateur et rassembleur de tous les communistes. Et ce serait très utile à notre peuple !

La crise est devant nous

Grève générale et manifestations, la période qui s'ouvre s'annonce comme un grand moment de luttes du peuple grec au superplan d'austérité que veulent lui infliger l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le peuple grec, menacé par le plan d'austérité de l'UE et du FMI, résiste. Les manifestations et les grèves de ces derniers jours devraient donner la mesure de sa colère et de sa volonté de ne pas se laisser empoisonner sans réagir. Le traitement imposé par les spécialistes dépêchés de Bruxelles et de Washington pour traiter la faillite de l'État menace d'emporter le malade. Le plan de 110 milliards d'euros de crédits sur trois ans est assorti en effet à des coupes dans les salaires des fonctionnaires, dans les investissements publics, ou encore à un programme renforcement de la précarité. Dans le seul secteur public, le syndicat Adedy évalue à 30 %, en moyenne, la perte de pouvoir d'achat que vont subir les salariés. Plusieurs primes, une partie des congés payés, tout serait passé à la moulinette du superplan d'austérité.

Un poison injecté

Le mot-clé tout en haut de cette ordonnance de choc, c'est la déflation. Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, l'a présentée comme le seul moyen pour la Grèce de retrouver – si elle n'entendait pas sortir de l'euro – compétitivité et crédibilité auprès des marchés financiers. Du côté de la Banque centrale européenne (BCE), on vantait encore hier le mérite de politiques de « consolidation budgétaire déflationniste ». Cette déflation signifie une baisse sensible des prix et des salai-

res. Elle serait le seul moyen de retrouver les niveaux de rentabilité financière conformes à ce que souhaitent les marchés. En réalité, c'est un poison que l'on injecte ainsi de force dans les veines du peuple grec. Car les pertes massives de pouvoir d'achat vont peser sur la demande intérieure, provoquant de nouvelles faillites et des licenciements massifs. D'ailleurs, après avoir pris connaissance du superplan d'austérité, la Banque centrale grecque a dû rabaisser, dimanche, sa prévision de croissance de - 2 % à - 4 %.

Soumission à l'UE

Il y va donc d'un peuple en danger. Mais le soutien à la lutte qu'il a engagée contre le plan de l'UE et du FMI pour sa survie va bien au-delà du devoir d'assistance. Des mesures analogues à celles infligées à la

population grecque sont déjà engagées au Portugal, en Espagne, en Irlande. En France, la ministre des Finances, Christine Lagarde, a promis de ramener le déficit public, dès 2012, dans les clous du pacte de stabilité, et le lancement de la contre-réforme des retraites entre dans cette logique d'austérité.

Même en Allemagne un nouveau rationnement des dépenses publiques est programmé et les salariés germaniques subiraient les premiers, sur leurs rémunérations, les « pressions déflationnistes », si chères à la BCE. C'est dire combien la solidarité exprimée à l'égard des Grecs est en fait fondée sur les intérêts convergents des différents peuples. C'est la soumission, contre vents et marées, au principe de la construction actuelle de l'UE – s'accordant si bien avec les intérêts des grands groupes germaniques – qui conduisait, hier, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, à se montrer ouvertement menaçant : « S'il y avait des manquements » au programme d'austérité « les versements seraient stoppés », a-t-il déclaré, ajoutant : « Et alors le défaut de paiement menacerait à nouveau Athènes. » Ces propos d'adjudant-chef à l'encontre du turbulent soldat grec trahissent l'inquiétude face à une montée des résistances sociales et des contradictions attachées au plan UE-FMI.

Ce sentiment, ajouté à la montée des doutes sur la capacité de Madrid à réduire son endettement, a fait flancher, hier, toutes les Bourses. Un retour de crise qui souligne a contrario le besoin urgent de faire émerger une Europe vraiment solidaire. Avec forcément à la clé, l'émancipation de la dictature des marchés financiers.



Pour soutenir le peuple grec,
signez la pétition sur :
www.humanite.fr

Un secret bien gardé !

Les révélations apportées par l'Humanité lundi dernier (26 mai) sont fort significatives : les dix patrons les mieux payés du CAC 40 ont perçu, en 2009, année de grande dépression économique, une rémunération annuelle cumulée de 34 millions d'euros... Soit, un salaire mensuel moyen de 280 000 euros (à comparer avec celui des smicards : 1 345 euros...). Alors que 13 % de la population, soit un peu plus de huit millions de Français, vivent sous le seuil de pauvreté.

Encore plus scandaleux : au sein de l'Union européenne, en plein désastre économique, les profits des dix principales banques dépassaient l'an dernier les 50 milliards d'euros... Comment est-ce possible ? Voici le secret d'un tel miracle : dès l'explosion de la crise bancaire, à l'automne 2008, les États, via leurs banques centrales, ont prêté massivement, à des taux d'intérêt très faibles, aux banques privées en difficulté pour les sauver de la faillite.

Celles-ci ont utilisé ces masses d'argent bon marché pour prêter à leur tour, à des taux beaucoup plus élevés, aux familles, aux entreprises, aux spéculateurs... et aux États eux-mêmes. Réalisant donc des profits exceptionnels.

Conséquence : plusieurs États, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne..., se retrouvent maintenant très lourdement endettés, affaiblis et furieusement attaqués par des ruffians financiers (banques, fonds de pension, spéculateurs, etc.) largement responsables de la crise de 2008... Et que les États avaient sauvé de la banqueroute ! Des États contraints d'imposer aujourd'hui des plans d'austérité drastiques et brutaux à leurs citoyens pour satisfaire les exigences des spéculateurs. Ce qui révolte des millions de salariés européens. Ainsi, dans nos sociétés où la cohésion sociale vole en éclats, les riches continuent de s'enrichir pendant que le nombre de chômeurs et de précaires explose.



la «une» de l'Huma du 26 avril

Combien de temps les citoyens supporteront-ils un tel scandale ?

Ignacio Ramonet.

Invité de la semaine de l'Huma du 26 au 30 avril

Écrivain et journaliste. Président de l'association Mémoire des luttes.

Le hors-série de l'Huma sur les retraites

Comprendre, proposer, débattre, un hors-série spécial de 52 pages pour alerter sur les dangers des projets de la droite et du MEDEF, éclairer les enjeux de société, proposer des solutions alternatives valorisant une autre utilisation des richesses créées en faveur de l'emploi, des salaires et des retraites

Les 7 mensonges du gouvernement et du Medef sont décryptés et dénoncés.

Les jeunes et les femmes sont en première ligne dans cette réforme.

Salaires, emploi, retraite : des propositions pour des pistes d'aujourd'hui.

Des propositions aussi pour une réforme progressiste correspondant aux attentes réelles de nos citoyens.

Vous pouvez vous procurer ce hors-série, au prix de 3 euros, auprès de militants du PCF, à la fédération de Seine-Maritime ou directement sur le site du journal (www.humanite.fr, vous y retrouverez les autres hors-séries dont celui consacré à Jean Ferrat)



Port autonome du Havre, l'action continue !

Depuis début avril, aux grèves de nuit hebdomadaire lancées à l'appel de la Fédération nationale des ports et docks en octobre, la CGT des travailleurs portuaires du Havre organise aussi un arrêt de travail largement suivi par les dockers.

Ce 23 avril, le personnel portuaire du Havre était une nouvelle fois en grève concernant la réforme portuaire, votée le 4 juillet 2008. Malgré cette loi, la CGT et le personnel continuent de réclamer, avec juste raison, la mise en place d'un accord local, leur permettant les garanties nécessaires à leur avenir et à celui du secteur portuaire.

Ils étaient près de 500 à manifester devant la direction du GPMH (Grand Port Maritime du Havre).

la CGT avait déjà jugé les réponses du secrétaire d'Etat « très mitigées, notamment sur les engagements du développement de l'activité portuaire suite à la loi, qui ne sont pas respectés ». Pour le syndicat : « Malgré les explications présentées, nous constatons que la loi ne nous apporte aucun nouveau trafic dans les ports français, aucune perspective de développement de l'activité réelle.

Depuis lundi soir, les grutiers poursuivent le mouvement.



Dockers et grutiers ne lâcheront pas !

Distribution courrier en rade

Depuis le 20 avril, les agents du centre de tri postal du Madrillet ne décollèrent pas. En recevant leur salaire d'avril, ils ont été stupéfaits de découvrir qu'une prime de 300 €, promise par la direction ne leur avait pas été versée. Un personnel très remonté donc contre cette imputation de leur paye. Cette prime avait été négociée avec l'ensemble des syndicats et un accord avait été signé avec la direction du centre"

Les syndicats SUD-PTT et CGT-FAPT ont aussi déposé un préavis de grève illimitée à partir au service de

nuit

Le préavis a concerné la brigade de nuit de la plate-forme de distribution du courrier située rive gauche à Rouen.

Les syndicats contestent la réorganisation de la brigade de nuit, chargée de préparer le courrier. Ses horaires vont être changés, avec, à la clé un reclassement de personnel.

Pour les syndicats, cette modification "aura des conséquences sur la santé des salariés" et les conditions de reclassement sont pour l'instant "inacceptables".



Isotherma, la bataille de l'emploi

Le tribunal de commerce du Havre a prononcé le redressement judiciaire de la société Isotherma. Sans réelle surprise pour les salariés.

« Depuis septembre, rien ne va plus dans notre société. Nous avons déclenché un droit d'alerte. C'est d'autant plus incompréhensible qu'il y a du travail et que nous étions en position de remporter des marchés, mais l'actionnaire n'a pas injecté l'argent nécessaire pour faire vivre la société.

Nous bénéficions d'une expérience de 60 ans. Nous avons été jusqu'à 800

salariés à parcourir la France pour nous rendre sur les chantiers. Quand il a repris l'entreprise il y a 18 mois, notre patron, Louis Petiet, président du groupe Bernard-Krief Consulting (le même qui devait s'occuper de , s'est engagé à aucun licenciement économique dans les trois ans. On voit le résultat aujourd'hui. Il n'y a plus un centime pour nous payer et il laisse 10 millions de dette », dénoncent les syndicalistes.

Tous s'attendaient à cette décision, convaincus que le plan de sauvegarde proposé le 12 mars par ce même tribunal ne pouvait aboutir. La procédure

devait permettre aux actuels dirigeants la mise en œuvre de moyens nécessaires pour la relance de l'entreprise.

D'ici le 21 mai, date du prochain rendez-vous judiciaire, Isotherma doit avoir trouvé un repreneur. La CGT a appelé le personnel à manifester son mécontentement, cela s'est traduit par des actions fortes !

Isotherma emploie à ce jour 388 salariés dont 180 au Havre. Une filiale regroupe également 100 salariés.

SOUVENIRS, SOUVENIRS,



au conseil général en 2010 : comme en 1970 ?

Victor Blot, conseiller général PCF de Rouen dénonçait déjà en 1970 le traitement financier fait par l'état au détriment des départements et communes. L'état, déjà, accentuait les transferts de charges, vers les communes surtout. Le conseiller général dénonçait aussi la fiscalité désuète et injuste de l'époque frappant les ménages, surtout les patrons réclamaient la suppression de la patente à cors et à cris!

ça ne vous rappelle rien?

Victor Blot proposait que le conseil général refuse cette fatalité et réclame sa juste part.

Et cela continue de nos jours, avec toujours plus de charges non-compensées, l'état doit près de 250 millions d'euros au département! une broutille ? pas pour les élus PCF en tout cas!

AGENDA

Réunion débat Retraites :

Ensemble pour d'autres choix

Avec Jean-Christophe Le Duigou

économiste, membre du Conseil d'Orientation des Retraites

et des personnalités politiques de l'arrondissement du Havre

Le Havre - Docks Café

Mercredi 26 mai 2010 - 18h

BILLET D'HUMEUR

Y a un problème ? fais une loi !

Depuis quelque temps, et avec les régionales cela ne s'est pas arrangé, le gouvernement, des élus de la majorité n'arrêtent pas de proposer de nouvelles lois, de nouvelles mesures, toutes coercitives, on ajoute de la répression à la répression, et tout y passe, violence à l'école, problème des quartiers, loi Hadopi, burka (d'ailleurs, c'est un problème ou pas?) récidives, absentéisme scolaire et maintenant d'échéance de nationalité

Et je dois en oublier. La garde des sceaux de 2007 à 2009 en avait fait sa spécialité, elle transformait quasiment tous les sujets qui posaient problème dans l'actualité! de quoi occuper l'espace médiatique à chaque fois en accouchant d'un projet de loi toutes les semaines !

La claque des régionales a laissé des traces. Fragilisé par une cote de popularité en berne, Nicolas Sarkozy se recentre donc sur son sécuritaire

terrain de prédilection. Espérant refaire le coup de 2007 et de la pêche aux électeurs plus qu'à droite, extrême ou pas d'ailleurs. Une ficelle un peu grosse, mais cela évite d'avoir à parler des autres sujets, il n'en manque pas en ce moment, qui fâchent vraiment.

Prochain sujet de philo de cette année, «celui qui fait la loi a-t-il tous les droits ?»